

Ministère des Finances

Rapport du deuxième trimestre 2014-2015

L'hon. Roger Melanson

Ministre des finances

Novembre 2014

Rapport du deuxième trimestre 2014-2015

Publié par :

Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Novembre 2014

Traduction :

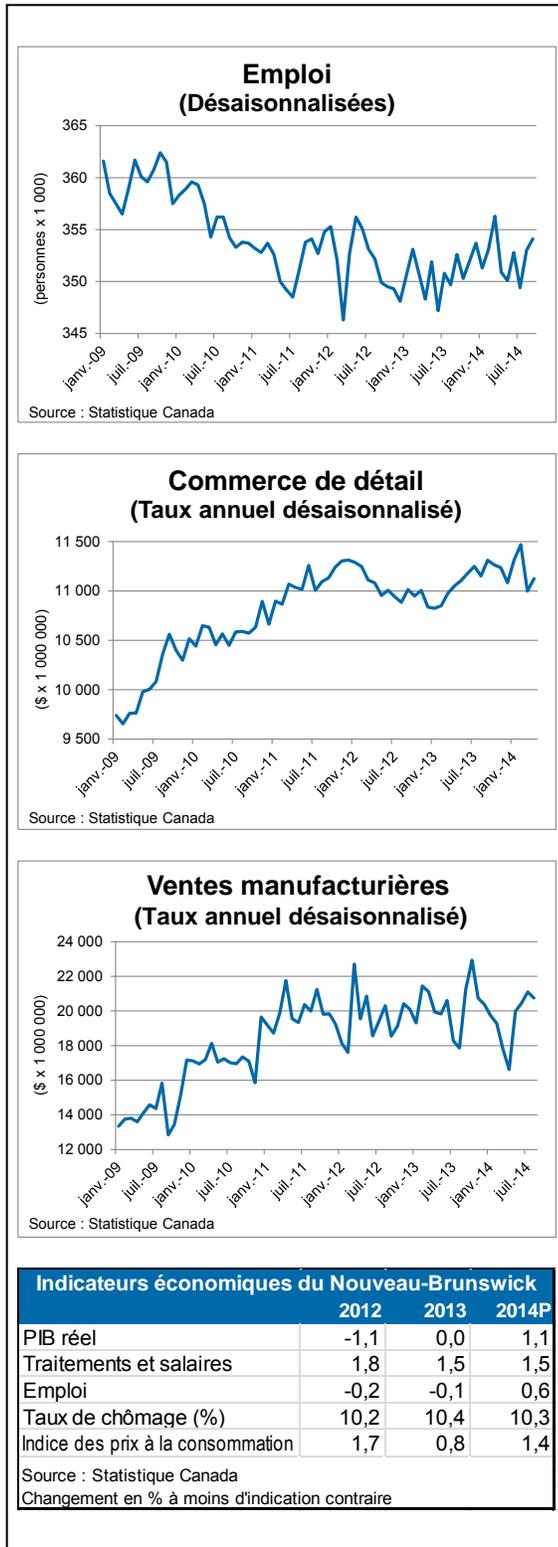
Bureau de traduction, Services gouvernementaux

ISBN 978-1-4605-0491-8



Pensez à recycler!

Compte rendu économique pour 2014



- Dans les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées cet automne, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse (3,3 %) ses prévisions relatives à la croissance de l'économie mondiale. Cette révision est effectuée principalement en raison d'une activité mondiale plus faible que prévu au cours du premier semestre de 2014.

- Le PIB réel des États-Unis a augmenté à un taux annuel de 4,6 % au cours du deuxième trimestre de 2014. Cette croissance vient nettement contrebalancer la faiblesse connue au premier trimestre, ce qui fait que la croissance économique s'aligne avec les attentes établies au début de l'année. Le FMI prévoit maintenant une croissance de 2,2 % pour 2014.

- Au deuxième trimestre, le PIB réel du Canada est de 2,5 % plus élevé par rapport aux niveaux de l'an dernier. Le brusque ralentissement de la croissance économique mondiale a retardé une fois de plus le redressement attendu des exportations et des investissements des entreprises. Cependant, l'affaiblissement du dollar canadien devrait permettre de compenser en partie cette faiblesse.

- Le ministère des Finances prévoit que le PIB réel du Nouveau-Brunswick connaîtra une croissance de 1,1 % en 2014, ce qui est comparable au consensus des prévisionnistes du secteur privé (0,9 % pour 2014).

- L'emploi est en hausse de 0,5 % par rapport aux niveaux de l'an dernier et les gains au chapitre des emplois à temps plein (+1,2 %) ont été suffisants pour compenser la baisse des emplois à temps partiel (-2,7 %). Les gains ont été principalement dans le secteur des services (+2,4 %) alors que le secteur de la production de biens a connu des pertes dans les industries de base (-5,9 %).

- À la suite d'un démarrage lent en début d'année, causé en partie par l'activité d'entretien à

la raffinerie de Saint John, les exportations et les ventes du secteur de la fabrication ont rebondi au cours des derniers mois et sont maintenant sur la voie de connaître une croissance modeste par rapport aux niveaux de 2013.

- Malgré les améliorations apportées dans plusieurs secteurs de l'économie, les traitements et salaires ont connu une croissance de 0,8 % et demeurent bien en deçà du taux de croissance moyen décennal de 3,5 %.
- Les dépenses de consommation poursuivent la lancée observée au cours de la seconde moitié de 2013, avec le commerce du détail qui affiche une augmentation de 3,3 % depuis le début de l'année.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province est en moyenne de 1,6 % depuis le début de l'année, ce qui est légèrement plus faible que le taux de croissance national de 1,9 %.

Mise à jour financière 2014-2015

D'après l'information sur le deuxième trimestre, le déficit s'élève à 377,2 millions de dollars pour 2014-2015. Il s'agit d'une diminution de 13,9 millions de dollars par rapport au déficit budgétaire de 391,1 millions de dollars.

La dette nette devrait augmenter de 512,4 millions de dollars en glissement annuel, ce qui représente une baisse de 18,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 530,7 millions de dollars.

Recettes :

Les recettes sont de 78,5 millions de dollars supérieures aux prévisions. Voici certains des plus importants écarts :

- Les subventions conditionnelles ont progressé de 66,1 millions de dollars, principalement en raison des recouvrements fédéraux dans le cadre de l'aide financière en cas de catastrophe et du financement unique pour le Nouveau-Brunswick rattaché à la participation au régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux.
- Les produits de placement ont augmenté de 28,9 millions de dollars, principalement en raison des recettes nettes prévues plus élevées pour Énergie NB. Le revenu net d'Énergie NB a augmenté principalement en raison de la transition vers le régime de pension à risques partagés et des gains d'investissement dans des fonds investis pour le déclasserement futur de la centrale nucléaire et la gestion du combustible irradié. Cela a partiellement été contrebalancé par les coûts rattachés à la tempête post-tropicale Arthur et à l'arrêt de service planifié pour l'entretien de la centrale nucléaire de Point Lepreau qui a duré plus longtemps que prévu.
- Les recettes au titre des organismes de service spécial sont en hausse de 16 millions de dollars, ce qui s'explique avant tout par le nouveau Fonds fédéral de la taxe sur l'essence Canada/Nouveau-Brunswick.
- Le produit de la taxe sur les minéraux métalliques est supérieur de 6,3 millions de dollars à la suite d'une vérification fiscale.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial devraient diminuer de 21,3 millions de dollars en raison de modifications à l'assiette de calcul.
- La taxe de vente harmonisée devrait diminuer de 11,4 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, en raison d'une réduction prévue de la part du Nouveau-Brunswick relative au bassin des recettes de la TVH.
- L'impôt sur le revenu des sociétés est en baisse de 10,8 millions de dollars en raison d'un rajustement à la baisse prévu pour l'année précédente rattaché à l'année d'imposition de 2013.
- Des ventes plus faibles se sont traduites par une diminution d'environ 9,2 millions de dollars des revenus tirés de la taxe sur le tabac.

Charges :

Il est prévu que la somme totale des dépenses sera de 64,5 millions de dollars supérieure aux prévisions budgétaires. Cependant, plus du tiers de la somme totale est compensé par des recettes supplémentaires.

Voici certains des plus importants écarts :

- Éducation et Développement de la petite enfance (37,7 millions de dollars de plus que prévu) : Surtout attribuable à des surutilisations prévues des fonds pour les programmes d'enseignement au niveau primaire et secondaire en raison des améliorations planifiées et des initiatives de réductions qui ne seront pas mises en œuvre.
- Efficacité NB (3 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable à l'augmentation du nombre de demandes présentées pour le programme découlant de la fermeture du Programme résidentiel d'efficacité énergétique qui a été annoncée.
- Gouvernement général (7,3 millions de dollars de moins que prévu) : Principalement en raison d'une prévision de sous-utilisation du financement supplémentaire attribuable aux salaires centralisés moins élevés et à d'autres fonds gérés centralement.
- Services gouvernementaux (4 millions de dollars de plus que prévu) : Principalement en raison de la redéfinition des priorités relatives aux initiatives associées aux possibilités de services partagés.
- Santé (28,8 millions de dollars de moins que prévu) : Principalement en raison des dépenses inférieures aux prévisions dans les programmes pharmaceutiques. Cela est contrebalancé partiellement par une surutilisation prévue des fonds pour le programme d'assurance-maladie.
- Assemblée législative (1,9 million de dollar de plus que prévu) : Attribuable aux coûts non discrétionnaires imprévus qu'Élections NB devrait engager pour les élections et les élections partielles municipales et provinciales en 2014.
- Sécurité publique (28,2 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable principalement au financement dans le cadre des accords d'aide financière en cas de catastrophe pour les inondations printanières de 2014 et la tempête post-tropicale Arthur. Cela est partiellement contrebalancé par une augmentation des revenus en provenance du gouvernement fédéral.
- Développement social (8,3 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable à une réduction plus faible que prévu des dossiers de l'aide sociale, à des retards dans la mise en œuvre de projets visant à faire des gains d'efficacité et à un financement plus élevé que prévu pour les foyers de soins en raison des augmentations par les négociations collectives.
- Transports et Infrastructure (9,6 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable aux dépenses supérieures aux prévisions pour le programme d'entretien hivernal et à l'augmentation du nombre de réparations nécessaires dans le cadre du programme d'entretien estival en raison du difficile hiver vécu l'année précédente.

- Dépenses rattachées au compte de capital (6,2 millions de dollars de plus que prévu) : Dépenses du compte de capital plus élevées par rapport aux prévisions budgétaires au sein du ministère des Transports et de l'Infrastructure, attribuables principalement à des phénomènes météorologiques importants comme les inondations printanières et la tempête post-tropicale Arthur en 2014.

ÉTAT COMPARATIF DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT

Milliers

\$

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2015 Prévisions	2015 1 ^{er} trimestre	2015 2 ^e trimestre	
Recettes				
Compte ordinaire.....	7 677 344	7 669 392	7 741 152	63 808
Compte de capital.....	56 311	54 862	55 235	(1 076)
Compte à but spécial.....	62 007	61 533	61 791	(216)
Organisme de service spéciaux (nettes).....	44 727	60 588	60 705	15 978
Gains du fonds d'amortissement.....	195 700	195 700	195 700	0
Recettes totales.....	8 036 089	8 042 075	8 114 583	78 494
Charges				
Compte ordinaire.....	7 894 060	7 885 328	7 947 787	53 727
Compte de capital.....	41 926	47 997	48 144	6 218
Compte à but spécial.....	69 656	69 789	70 235	579
Organisme de service spéciaux (nettes).....	32 448	37 452	34 917	2 469
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	389 124	388 772	390 670	1 546
Charges totales.....	8 427 214	8 429 338	8 491 753	64 539
Excédent (Déficit).....	(391 125)	(387 263)	(377 170)	13 955

ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BRUTES PRÉVUES SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

	2015 Prévisions	2015 1 ^{er} trimestre	2015 2 ^e trimestre	Variance des prévisions
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 508 000	1 508 000	1 508 000	0
Impôt sur le revenu des corporations.....	251 000	251 000	240 200	(10 800)
Taxe sur les minéraux métalliques.....	0	6 300	6 300	6 300
Impôt foncier provincial.....	481 300	460 000	460 000	(21 300)
Taxe de vente harmonisée.....	1 146 500	1 146 500	1 135 100	(11 400)
Taxe sur l'essence et les carburants.....	240 000	240 000	240 000	0
Taxe sur le tabac.....	150 700	150 700	141 500	(9 200)
Taxe sur le pari mutuel.....	600	600	600	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	47 205	47 505	51 954	4 749
Taxe sur le transfert de biens réels.....	13 000	12 000	12 000	(1 000)
Taxe sur le capital des grandes corporations.....	0	0	0	0
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Total partiel : taxes et impôts.....	3 865 305	3 849 605	3 822 654	(42 651)
Produits de placements.....	253 994	251 117	282 933	28 939
Licences et permis.....	138 843	138 639	138 390	(453)
Vente de biens et services.....	291 607	287 444	288 397	(3 210)
Recettes des loteries et des jeux.....	145 730	145 730	147 227	1 497
Redevances.....	94 255	95 155	98 655	4 400
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 164	8 061	8 070	(94)
Recettes diverses.....	48 315	53 655	53 261	4 946
TOTAL : RECETTES DE PROVENANCE INTERNE.....	4 846 213	4 829 406	4 839 587	(6 626)
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 665 950	1 665 950	1 665 950	0
Transfert canadien en matière de santé.....	682 400	682 400	686 700	4 300
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	267 500	267 500	267 500	0
Transfert visant la réduction des temps d'attente.....	0	0	0	0
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel : subventions inconditionnelles – Canada.....	2 617 716	2 617 716	2 622 016	4 300
Subventions conditionnelles – Canada.....	213 415	222 270	279 549	66 134
TOTAL : SUBVENTIONS DU CANADA.....	2 831 131	2 839 986	2 901 565	70 434
TOTAL : RECETTES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 677 344	7 669 392	7 741 152	63 808

ÉTAT COMPARATIF DES CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

<u>MINISTÈRE</u>	2015	2015	2015	Variance	
	Prévisions	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	des prévisions	
				\$	%
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	36 564	36 564	37 564	1 000	2,7 %
Assemblée législative.....	30 001	30 001	31 921	1 920	6,4 %
Bureau du Conseil exécutif.....	17 247	17 247	17 247	0	0,0 %
Cabinet du premier ministre.....	1 628	1 628	1 628	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	18 178	19 234	18 558	380	2,1 %
Communautés saines et inclusives.....	18 537	18 437	18 037	(500)	-2,7 %
Développement économique	98 039	98 039	98 039	0	0,0 %
Développement social.....	1 092 059	1 092 059	1 100 359	8 300	0,8 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 085 771	1 085 771	1 123 432	37 661	3,5 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	593 812	589 314	595 755	1 943	0,3 %
Efficacité Nouveau-Brunswick.....	8 699	8 699	11 699	3 000	34,5 %
Énergie et Mines.....	9 130	9 130	9 130	0	0,0 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	136 903	136 853	136 001	(902)	-0,7 %
Finances.....	17 967	17 917	17 917	(50)	-0,3 %
Gouvernement général.....	801 776	791 568	794 491	(7 285)	-0,9 %
Investir N.-B.	17 638	17 638	17 638	0	0,0 %
Justice.....	42 699	42 699	42 619	(80)	-0,2 %
Ressources humaines.....	3 514	3 514	3 489	(25)	-0,7 %
Ressources naturelles.....	101 096	101 996	102 096	1 000	1,0 %
Santé.....	2 588 308	2 565 069	2 559 464	(28 844)	-1,1 %
Sécurité publique.....	145 468	162 568	173 710	28 242	19,4 %
Service de la dette publique.....	685 000	685 000	685 000	0	0,0 %
Services gouvernementaux.....	54 961	59 010	59 010	4 049	7,4 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	41 218	41 218	41 053	(165)	-0,4 %
Transports et Infrastructure.....	273 447	283 072	283 072	9 625	3,5 %
Total partiel.....	7 919 660	7 914 245	7 978 929	59 269	0,7 %
Immobilisations corporelles et opérations intercomptes	(25 600)	(28 917)	(31 142)	(5 542)	21,6 %
CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 894 060	7 885 328	7 947 787	53 727	0,7 %

ÉTAT COMPARATIF DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2015 Prévisions	2015 1^{er} trimestre	2015 2^e trimestre	
Excédent (Déficit).....	(391 125)	(387 263)	(377 170)	13 955
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(528 705)	(528 047)	(525 929)	2 776
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>389 124</u>	<u>388 772</u>	<u>390 670</u>	<u>1 546</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	<u>(530 706)</u>	<u>(526 538)</u>	<u>(512 429)</u>	<u>18 277</u>